

# Le Monde

suivi de :

- « [De la clandestinité à la régularisation](#), les sans-papiers dans les cantines du pouvoir » et de
- « [Sur les questions migratoires](#), une opinion de moins en moins crispée »

16 juin 2023

## « Dire que l’immigration est une chance pour la France n’est pas qu’un slogan de la “gauche morale”, mais une réalité historique »

*L’embarras de la gauche pour articuler la question nationale et l’universalisme n’est pas neuf, rappelle l’historien, mais il y a, selon lui, un déficit récent de réflexion, lié à un basculement vers des questions identitaires.*

### Entretien avec Gérard Noiriel

*Historien spécialiste de l’Etat-nation, de l’immigration et de la classe ouvrière, Gérard Noiriel, directeur d’études de l’Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), est notamment l’auteur de Vivre et lutter à Longwy (Maspero, 1980), du Creuset français. Histoire de l’immigration XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle (Seuil, 2016) et de Race et sciences sociales (Agone, 2021), avec le sociologue Stéphane Beaud.*

Propos recueillis par Julie Carriat et Sandrine Cassini

### Quand il s’agit d’immigration, la gauche semble circonspecte, gênée pour bâtir un discours qui ne soit pas qu’une réaction à ceux de la droite et de l’extrême droite. Pourquoi ?

Il n’y a rien de nouveau là-dedans. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la République intègre les classes populaires au sein de l’Etat-nation. La question se pose pour la gauche dès ce moment. Les marxistes sont gênés parce qu’à côté de leur universalisme de classe, (« *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* »), ils doivent aussi défendre les intérêts des ouvriers français. La ligne de conduite qui tend à s’imposer alors consiste à défendre les intérêts des travailleurs français, d’un côté, et de lutter contre les discriminations dont sont victimes les étrangers, de l’autre, en pointant la responsabilité des patrons dans l’opposition entre Français et étrangers.

### Parler d’immigration est-il devenu honteux à gauche ?

Il ne s’agit pas de « honte », mais d’embarras car l’immigration est un sujet qui fait partie du discours sur la nation. Or, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, c’est un sujet de prédilection pour la droite. Dans son dernier article paru dans *L’Humanité*, en 1914, quelques jours avant son assassinat, Jaurès écrit : « *Il n’y a pas de plus grand problème que l’immigration.* » Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, en effet, de nombreuses rixes entre ouvriers français et étrangers avaient éclaté. Les syndicats reprochaient aux patrons d’utiliser les étrangers pour casser les grèves, baisser les salaires. Jaurès déplore cette concurrence, mais il est conscient aussi que la France ne pourra pas rester une grande puissance économique sans recourir massivement à l’immigration.

La France a eu l’un des taux d’immigration les plus forts du monde à la fin des années 1920. Dire que l’immigration est une chance pour la France n’est donc pas qu’un slogan de la « gauche morale », comme on peut le lire parfois. C’est une réalité historique. D’ailleurs, le vieillissement de notre population et la pénurie de main-d’œuvre dans certains secteurs prouvent que la France aura encore recours à l’immigration dans les années qui viennent.

### À l’inverse, certains, comme le secrétaire national du Parti communiste (PCF), Fabien Roussel, prônent un besoin de protection des travailleurs français, y compris contre une concurrence immigrée...

Ce type de propos s’inscrit dans le prolongement des contradictions de la gauche face à l’immigration. Dans les années 1920, la politique du PCF était inspirée par les thèses de Lénine. Celui-ci considérait que les travailleurs coloniaux et les immigrés étaient le cœur du prolétariat qu’il fallait mobiliser pour faire la

révolution. Mais, en 1936, quand le PCF est devenu un allié de la gauche au pouvoir, son discours sur l'immigration s'est infléchi. On trouve même des articles de l'époque dans *L'Humanité* reprenant le slogan : « *La France aux Français*. » Le rôle des militants communistes dans la Résistance va accentuer cette logique nationale. Georges Marchais [secrétaire général du PCF de 1972 à 1994] la prolongera avec le discours « *Produisons français* ». Slogan repris aujourd'hui par Emmanuel Macron.

### **Les discours de la droite et de l'extrême droite ont gagné du terrain...**

Oui, surtout depuis les années 1980. Les représentations négatives de l'immigration se sont diffusées dans l'opinion pour différentes raisons. Il faut bien sûr évoquer la crise économique et sociale car c'est toujours un facteur qui favorise les discours xénophobes. Mais il ne faut pas oublier que les luttes pour l'hégémonie politique passent aussi par le langage. Le mot « immigré » s'est imposé dans le discours commun et dans les catégories statistiques, alors qu'auparavant on comptabilisait des travailleurs « étrangers ». On est passé ainsi d'un discours privilégiant la nationalité juridique des personnes à un discours qui fait une place à l'origine de ces personnes (puisque la catégorie d'« immigré » englobe des Français d'origine étrangère). Ce nouveau langage a conforté les discours sur le « grand remplacement », alors que la France n'est plus un grand pays d'immigration.

Par ailleurs, la « fait diversion » de la politique crée une ambiance anxieuse, donnant le sentiment que l'on vit dans une société de plus en plus violente, ce qui est contredit par toutes les études statistiques sérieuses. Cela a été exploité, sur le plan politique, par la droite et l'extrême droite traditionnellement plus habiles que la gauche pour mobiliser les émotions plutôt que la raison.

### **Comment alors construire un discours de gauche audible ?**

Le discours de gauche est devenu hégémonique quand les forces qui la composent se sont rassemblées pour relier sa composante sociale et sa composante humaniste. Ce fut déjà le cas en 1902, au lendemain de l'affaire Dreyfus, avec la victoire du « bloc des gauches ». Puis avec le Front populaire de 1936 et, enfin, en 1981. François Mitterrand a gagné la présidentielle notamment parce qu'il a soutenu la lutte des associations pour la régularisation des sans-papiers. Puis est arrivé le temps des déceptions car la gauche n'a pas réussi à réduire le chômage, et la désindustrialisation du pays s'est poursuivie.

Dans le même temps, ceux qui s'efforçaient de maintenir les valeurs humanistes de la gauche se sont focalisés sur l'antiracisme. D'où un net affaiblissement, y compris chez les intellectuels de gauche, de la réflexion sur la question nationale, souvent confondue avec la question raciale. Cela s'est traduit, notamment, par un désintérêt croissant pour le droit d'asile qui fut pourtant un idéal que la gauche a souvent défendu avec succès dans le passé, en mobilisant aussi les émotions des Français.

### **L'antiracisme a freiné la réflexion des gauches sur l'immigration ?**

A partir des années 1980, la droite a imposé son hégémonie en plaçant au centre du discours politique les questions identitaires au détriment du discours social, traditionnellement plus favorable à la gauche. C'est sur ce terrain identitaire que se sont repliés une partie des porte-parole se réclamant de la gauche. La réflexion sur l'articulation entre les discriminations fondées sur la religion ou la couleur de peau et celles qui reposent sur la nationalité des personnes a été marginalisée.

Sur le plan intellectuel, il s'agit là d'une régression par rapport à toute l'œuvre du sociologue franco-algérien Abdelmalek Sayad. Elle contribue à occulter le fait que parmi les principales discriminations qui existent dans le monde, il y a celles qui sont construites sur le critère de la nationalité. Malheureusement, la réflexion collective sur ces sujets est devenue très difficile.

### **1902, 1936, 1981. Vous ne mentionnez pas 2012 ? Et 2027 ?**

En 2012, la gauche a effectivement gagné les élections, mais le gouvernement de François Hollande s'est aligné sur la droite en matière d'immigration. Le paroxysme de cette droitisation a été atteint quand Manuel Valls est devenu premier ministre, avec le projet d'extension de la déchéance de nationalité à tous les binationaux. Quant à 2027, l'élection est encore loin, cela laisse le temps aux forces de gauche d'entreprendre sérieusement une réflexion pour aboutir à des propositions susceptibles d'être soutenues par la majorité des électeurs, sans renier leurs anciennes valeurs humanistes.

## De la clandestinité à la régularisation, les sans-papiers dans les cantines du pouvoir

Enquête par Julia Pascual

Pendant des années, ils ont accompli leur tâche dans l'illégalité, grâce à de faux documents ou à des identités prêtées. Le paradoxe, c'est qu'ils œuvraient au plus proche du pouvoir, dans les cuisines des tables fréquentées par des parlementaires parfois prompts à fustiger les immigrés. Avec l'aide de leurs employeurs, Camara Silly, Amadou Diallo, Ablaye Kane et d'autres collègues sont parvenus à régulariser leur situation.

C'est le lieu de rendez-vous de tous les parlementaires. Parce que Le Bourbon jouit d'une proximité immédiate avec l'Assemblée nationale, certains l'ont surnommé « la brasserie des complots ». Des réunions discrètes s'y organisent en sous-sol comme des déjeuners au vu et au su de tous. On y déguste un carpaccio de bœuf à 21,50 euros, on sirote un soda à 6 euros ou on s'autorise une crêpe au sucre à 7,50 euros. En cette fin du mois de mai, la clientèle déborde sur les terrasses. Mardi 23 mai, Marine Le Pen a dû attendre au comptoir avant qu'une table ne se libère. Le lendemain, le chef de file des députés Républicains (LR), [Olivier Marleix](#), y a pris un café, tout comme le député Rassemblement national (RN) du Nord et vice-président de l'Assemblée nationale, [Sébastien Chenu](#), qui pour discuter avec un journaliste, qui pour travailler un dossier sur un coin de table avec un collaborateur.

Ces derniers temps, au Bourbon, on cause beaucoup d'immigration. Car le gouvernement peine à dégager une majorité parlementaire pour présenter [un projet de loi annoncé depuis des mois](#). La première ministre, Elisabeth Borne, a chargé le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, d'organiser des consultations d'ici au 14 juillet, pour aboutir à un vote cet automne. L'exécutif tente de rallier LR sur un texte qu'il considère « équilibré », [mais la droite ne cesse de faire monter les enchères](#).

Au centre des discussions : la mesure emblématique qui prévoit de faciliter la régularisation des travailleurs sans papiers. LR en a fait une ligne rouge. « *C'est vouloir ouvrir les portes en grand* », a dénoncé Olivier Marleix, dans *Le Journal du dimanche* du 21 mai. « *Aucun texte qui comporterait de nouvelles pompes aspirantes comme cette régularisation massive ne sera voté* », a prévenu dans le même journal le sénateur de Vendée et président du groupe LR au Palais du Luxembourg, Bruno Retailleau, qui souhaiterait plutôt « *rétablir le délit pour séjour clandestin* ». Un discours qui a fait crier au plagiat l'extrême droite, dont la cheffe de file des députés, Marine Le Pen, assurait, le 1<sup>er</sup> février sur France Info, qu'au pouvoir elle serait « *d'une fermeté totale avec les employeurs qui emploient des travailleurs clandestins* ».

### Au Bourbon, un cas d'école

Et pourtant, ironie de l'histoire, ces mêmes politiques qui bataillent contre la régularisation des sans-papiers croisent sans doute à l'heure du déjeuner, au Bourbon, Aboubakari Fofana, un Malien de 19 ans qui débarrasse les tables, apporte les plats en terrasse, fait la plongée du bar. Ils commandent peut-être un dessert parmi ceux que prépare tous les jours Amadou Diallo, un Sénégalais de 36 ans, le pâtissier de l'établissement. « *Je n'ai que des étrangers en cuisine*, reconnaît le directeur du Bourbon, Gilles Viala, 44 ans. *Ils font les boulots que les Français ne veulent pas faire. Je peux comprendre pourquoi. On leur demande de travailler en horaires décalés, sans possibilité de télétravail, le week-end compris, et ils habitent à une heure de transport... On a une main-d'œuvre étrangère parce qu'elle a un peu moins le choix.* » Autour de l'Assemblée nationale et du Sénat, dans les 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> arrondissements, où se concentrent aussi de nombreux ministères, rares sont les restaurants qui peuvent affirmer n'avoir jamais employé dans leurs cuisines des travailleurs sans papiers.

Amadou Diallo garde un souvenir intact du jour où il a rencontré les frères Viala. C'était un lundi, il y a plus de sept ans de cela. En France depuis deux ans déjà, il enchaînait les petites missions dans la restauration. Un matin, il s'est levé tôt pour aller déposer des CV dans tous les restaurants des quartiers chics parisiens, là où, a-t-il pensé, il aurait le plus de chances de trouver du travail. Son frère, avec qui il partage un studio à Bobigny, en Seine-Saint-Denis, officie lui-même dans les cuisines d'un établissement près de l'église de la Madeleine, dans le riche 8<sup>e</sup> arrondissement. Amadou Diallo est sorti à la station de métro Saint-Germain-des-Près et a fait du porte-à-porte en remontant la rue de l'Université, qui suit le cours de la Seine.

Arrivé au Bourbon, il a rencontré Jean-Pierre Viala. Le restaurateur ne voulait pas se mettre dans la situation d'employer illégalement un étranger sans titre de séjour. Il a demandé à Amadou Diallo s'il avait des papiers. Le Sénégalais a répondu oui, sans trembler. Il n'en était rien. Le surlendemain, il est revenu pour son premier service, en présentant un faux document. Le patron n'y a vu que du feu. « *Je devais commencer à 7 heures. A*

*6 heures, j'étais devant la porte. J'ai épluché les patates, les carottes, les oignons. On m'a demandé si j'étais prêt à faire le ménage. Moi, je suis là pour gagner ma vie et aider la famille au pays, je peux tout faire. »*

Au bout de trois ans dans les cuisines du Bourbon, Amadou Diallo s'est armé de courage et a avoué à Jean-Pierre Viala qu'il était sans papiers. « *Je tremblais, ce jour-là. J'ai dit à Jean-Pierre : "Si tu me vires, c'est fini pour moi."* » Les bons mois, il gagne 2 000 euros. Il en envoie la moitié dans la région de Tambacounda, dont il est originaire, dans l'est du Sénégal, où ils seraient une soixantaine à dépendre de lui. Les frères n'ont pas beaucoup hésité. « *On était content de son travail* », dit simplement Gilles Viala. Ils ont soutenu la demande de régularisation de leur employé, qui avait déjà réuni vingt-quatre bulletins de salaire et les preuves de sa présence en France depuis au moins trois ans. Pour pouvoir déposer une demande en préfecture, il ne lui manquait plus qu'une promesse d'embauche de ses employeurs, qu'ils se sont empressés de rédiger.

### **Dans les cuisines du Sénat**

Ces cinq dernières années, Gilles Viala rapporte avoir accompagné trois dossiers de régularisation de - personnels qu'il avait déclarés et qui, à l'image de nombreux sans-papiers employés pourtant illégalement, payaient des cotisations sociales et déclaraient leurs revenus. En 2022, quelque 10 000 travailleurs sans papiers ont réussi à obtenir un titre de séjour, appuyés par leur patron. C'est ce système d'admission exceptionnelle au séjour, laissé au pouvoir discrétionnaire des préfets, selon des critères indicatifs listés dans une circulaire ministérielle de 2012, que le gouvernement entend assouplir. En supprimant notamment la dépendance à l'employeur.

Au Sénat, où la droite est majoritaire, le projet de loi immigration du gouvernement a été considérablement [durci lors de son examen en commission des lois](#), début 2023. Ses rapporteurs écrivaient craindre que, en facilitant la régularisation des travailleurs, il ne constitue une « *prime à la fraude* » et une « *incitation à l'immigration clandestine* ». Le Palais du Luxembourg ne fait pourtant pas exception, avec son restaurant réservé aux sénateurs et à leurs invités, où l'on peut se mettre à l'aise dans des petits salons cossus, où les murs sont ornés de boiseries dorées et le sol recouvert d'une moquette rouge velours. Là, ces dernières années, au moins trois plongeurs de Guinée et du Mali ont été régularisés après avoir longtemps lavé la vaisselle des sénateurs, pour environ 1 400 euros par mois.

Quand on demande aux plongeurs du Sénat ce qu'ils pensent de cet apparent paradoxe dans lequel une partie de la classe politique se retrouve, ils prennent un air dubitatif. Malien de 37 ans, Ousmane (qui souhaite rester anonyme) n'a même pas entendu parler du projet de loi immigration. Et il semble tout ignorer des postures politiques de ceux qu'il sert : « *On ne discute pas avec les sénateurs. On se dit juste bonjour.* » Arrivé au Palais du Luxembourg en 2018, il a été régularisé trois ans plus tard. Depuis lors, il a pu retourner au pays voir les siens. Il ne vit plus la peur au ventre, et c'est ce qui compte à ses yeux. Son collègue et compatriote Djibril, 37 ans aussi et qui souhaite rester anonyme, a, lui, rejoint le Sénat en 2016 et été régularisé en 2019. Il s'estime chanceux. Son frère, avec qui il partage une chambre de foyer et qui vit en France depuis dix ans, n'a toujours pas réussi à obtenir de papiers. Malgré un CDI d'étancheur dans une entreprise du bâtiment et un patron qui le soutient, il n'arrive pas à décrocher de rendez-vous à la préfecture de Bobigny.

### **La bataille de la régularisation**

Le gouvernement assure que son projet de loi, s'il était adopté en l'état, ne permettrait de régulariser que « *quelques milliers* » de travailleurs sans papiers chaque année. Une jauge timide, qui relève plus d'une volonté de rassurer la droite que d'une estimation fiable. Il y aurait en France autour de 700 000 personnes en situation irrégulière, lesquelles, souvent, travaillent grâce à un « *frère* » ou un « *cousin* » qui, moyennant compensation financière, les laisse utiliser leur titre de séjour. Dans le jargon, on appelle cela « *travailler sous alias* ». Pascal Mousset raconte qu'il a fait « *un audit social* » lorsqu'il a racheté la brasserie L'Apollo, dans le 14<sup>e</sup> arrondissement, en 2006. « *J'ai découvert que, sur les vingt-cinq salariés, dix bossaient sous alias.* »

Aujourd'hui, celui qui est aussi président du Groupement national des indépendants de l'hôtellerie et de la restauration d'Ile-de-France, possède trois affaires et emploie quatre-vingts salariés. Il dirige notamment et depuis trente ans Chez Françoise, une brasserie au charme désuet qui s'étale sur 650 mètres carrés dans les anciens locaux d'Air France, aux Invalides. « *Quand j'ai démarré ce métier, on avait un tiers d'étrangers. Aujourd'hui, c'est deux candidats sur trois, lâche-t-il, sans embarras. Le projet de loi mettrait de l'huile dans les rouages et mettrait fin à une immense hypocrisie. On dépend de la main-d'œuvre étrangère, ça ne sert à rien de faire l'autruche.* »

Chez Françoise, des députés de tous bords ont aussi leurs habitudes, dont Olivier Marleix ou Marine Le Pen, encore eux. L'ancienne candidate à l'élection présidentielle vient toutes les semaines et apprécie d'être placée à la table ronde, en fond de salle, à côté de la cuisine. « *Elle n'est servie que par des Blacks, je me marre* », confie Pascal Mousset. Marine Le Pen est souvent accompagnée de [Jordan Bardella](#), député européen et président du RN, qui aime parler priorité nationale, suppression du regroupement familial et qui, le 23 mai sur France Info, confiait son sentiment sur l'état d'esprit de la population : « *Les gens ont une inquiétude, c'est de disparaître, de voir leur culture, leur art de vivre (...) disparaître sous le poids de l'immigration.* » Sait-il que Chez Françoise, surnommée « la cantine des parlementaires » et où l'on sert une « *cuisine traditionnelle française* », c'est Boubou qui découpe les tomates, Fayçal qui tranche les pavés d'espadon, Bakary qui fait les pâtisseries ?

### « Leur CV, c'est leur courage »

Camara Silly, 54 ans, est sorti de la clandestinité il y a sept ans. L'aide cuisinier malien de la brasserie a longtemps travaillé avec les papiers d'un « *petit frère* ». Pour un salaire mensuel d'environ 1 500 euros, il continue d'éplucher les asperges, les pommes de terre, les carottes, de nettoyer les pleurotes et la roquette... Tout à côté de l'annexe exigüe où il passe le plus clair de son temps, entouré de cageots de légumes, Camara Silly désigne avec un soupçon de fierté une petite porte en bois. Elle s'ouvre sur une pièce du restaurant privatisable. « *C'est le salon des ministres* », chuchote-t-il en pointant du doigt les portraits des chefs de gouvernement de la V<sup>e</sup> République accrochés aux murs. Deux mondes qui se côtoient et s'ignorent, le plus souvent. « *Nous, les étrangers, on est là parce que la France est un pays de travail* », lance-t-il.

Sa vie s'écoule au quotidien, entre le huis clos de la cuisine et celui du foyer où il loge, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement. Camara Silly n'a « *pas une belle vie* », explique-t-il, mais, depuis qu'il a des papiers, il peut rentrer au Mali tous les deux ans pour voir son épouse et ses enfants. Son oncle, Moussa Gassama, n'a pu y retourner que dans un caisson funéraire. Il y a un an à peine, il a fait une chute mortelle alors qu'il nettoyait les vitres du centre d'action sociale du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Il n'avait pas 60 ans et toujours pas de papiers. Camara Silly sent que son corps montre des signes de fatigue, mais, les bons mois, il peut envoyer 400 euros au pays. Alors il courbe l'échine.

« *Leur CV, c'est leur courage* », considère Guillaume Muller, 41 ans, à la tête de Garance, un petit établissement de trente couverts niché rue Saint-Dominique, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement, en face de l'ambassade de Pologne et à quelques mètres du ministère de la défense. C'est un rendez-vous de fins gourmets, à qui l'on sert les produits de la ferme familiale du Limousin. On peut y croiser l'ancien président de la République François Hollande comme le président (LR) du conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes, [Laurent Wauquiez, candidat putatif à l'élection présidentielle de 2027](#) et qui voudrait « *réduire l'immigration à son strict minimum* ». « *Les hommes politiques qui viennent, ils sont gentils avec tout le monde* », veut nous rassurer celui qui se fait appeler « Youyou » et n'a pas le goût de décocher des sarcasmes.

### Des vies encore précaires

Au fil des ans, cet Ivoirien de 34 ans est devenu le « *bras droit* » du patron. Il peut accueillir la clientèle comme changer une ampoule, participer à la mise en place ou passer l'aspirateur. Youyou s'appelle en réalité Chaka Samake, mais, quand il a commencé à la plonge, en 2013, il a présenté les papiers de son « *cousin* » Youssouf et le surnom est resté. Au bout de quelques mois, ne pouvant plus utiliser cet alias, il s'était fait faire un faux document à son nom, pour 300 euros. Trois ans plus tard, lui et deux autres plongeurs ivoiriens ont finalement révélé la réalité de leur situation administrative à leur patron. Ce dernier a tout de suite fait le nécessaire pour qu'ils soient régularisés. « *Tous les patrons ne sont pas comme Guillaume, croit savoir Chaka Samake, reconnaissant. J'ai des amis qui ont travaillé pour des gens qui avaient promis de les aider dans leur démarche de régularisation mais qui n'ont rien fait.* »

Deux Bangladais – dont l'un est en cours de régularisation – se relaient aujourd'hui à la plonge, tandis que Chaka Samake a gravi les échelons. Parmi ses deux anciens collègues, l'un est resté dans la restauration, l'autre est préparateur de commandes dans des entrepôts près de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle. Grâce à son employeur, qui l'a mis en relation avec un client qui gère des appartements, Chaka Samake a quitté Bondy, en Seine-Saint-Denis, et loue un studio dans le 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Il y vit avec son fils de 4 mois et son épouse, qui est femme de ménage au restaurant étoilé Le Jules Verne, perché au deuxième étage de la tour Eiffel. Le couple aimerait trouver un logement plus grand, pour faire venir en France la fille aînée de Chaka,



née d'une première union il y a onze ans et qui vit à Abidjan chez sa grand-mère paternelle. Elle n'était pas encore née quand son père a quitté la Côte d'Ivoire.

Un vrai logement, c'est aussi le rêve d'Oumarou Gassama, 37 ans, et d'Ablaye Kane, 30 ans, deux Sénégalais qui travaillent en cuisine à la brasserie Le Solferino. Loin des hôtels particuliers et des palais de la République où officie la clientèle qu'ils servent, Oumarou Gassama est logé par une association dans les Hauts-de-Seine, avec son épouse et ses trois enfants, après avoir été longtemps hébergé dans des hôtels sociaux du 115, le Samusocial, tandis qu'Ablaye Kane partage une chambre de foyer dans le 20<sup>e</sup> arrondissement avec un Mauritanien et un Sénégalais, tous deux sans papiers. Le premier travaille dans la restauration et le second est livreur.

Dans la pièce unique qui les abrite, chacun tente de s'aménager un peu d'intimité. « *Certaines nuits, je ne dors pas* », confie Ablaye Kane, qui a été régularisé après trois ans de plonge au Solferino, sans que cela ne transforme sa condition sociale. Il est fier de raconter qu'il sait aussi bien faire des crêpes Suzette que des poke bowls au saumon ou des andouillettes. Il aimerait continuer d'évoluer dans le métier, mais ne sait ni lire ni écrire le français. Le patron du Solferino, Sébastien Boudou, apprécie ce personnel « *prêt à accepter les difficultés que d'autres ne veulent pas* ». Et il se l'explique assez bien : « *Ils ont besoin de se nourrir et de faire vivre leur famille, comme mon père avait besoin d'un toit quand il a quitté l'Auvergne pour débarquer à Paris une valise à la main.* » C'était un bougnat, une sorte d'immigré de l'intérieur.

### **Accompagnement ou rejet**

Aujourd'hui, Sébastien Boudou peste contre les « *gens qui ont découvert l'assurance-chômage et qui en profitent tant qu'ils y ont droit* » ou encore contre ceux qui veulent absolument leurs week-ends ou leurs soirées et une vie de famille. Un rythme peu compatible avec celui d'une brasserie, estime-t-il. Encore récemment, il a fallu presser les équipes quand les services d'Elisabeth Borne ont demandé au débotté un buffet pour pouvoir réunir une soixantaine de parlementaires de la majorité entre deux séances tardives d'examen de la réforme des retraites à l'Assemblée nationale. Au début, Agnès Boudou, l'épouse du gérant, n'était pas très encline à régulariser la main-d'œuvre sans papiers. Mais lui s'est vite rendu à l'évidence : « *On a besoin de ces gens, c'est la vérité.* »

A quelques encablures de là, rue de Grenelle, Agathe Vaissière, la patronne du restaurant Le 122, reconnaît avoir elle aussi brièvement hésité quand son plongeur sénégalais lui a annoncé qu'il n'avait pas de papiers. Dans cet établissement chic et raffiné d'une quarantaine de couverts que fréquentent les députés Renaissance Sacha Houlié et Eric Woerth ou [le secrétaire national du Parti communiste, Fabien Roussel](#), la clientèle apprécie une cuisine moderne et méridionale. Quand elle a compris qu'elle se trouvait dans la situation d'employer illégalement un étranger sans titre de séjour, Agathe Vaissière a eu peur. Le 122 était sa première affaire et elle appréhendait de prendre des risques auprès de l'administration, tout comme de s'impliquer en accompagnant son employé, sans avoir la garantie qu'il resterait chez elle. Elle s'est finalement lancée dans des démarches fastidieuses et « *Doudou* » (qui ne souhaite pas donner son nom) est resté au 122. Aujourd'hui, le plongeur « *se saigne les veines pour envoyer de l'argent au pays* ». Il met même ses week-ends à profit pour faire des extras. Agathe Vaissière sait que sa famille est « *très fière* », mais, quelque part, elle trouve ça « *triste* », ces vies de sacrifice.

Guillaume Benard a moins d'états d'âme. La seule fois où il a découvert qu'il faisait travailler un sans-papiers, l'affaire se serait conclue par une rupture conventionnelle. Avec son allure de jeune *start-up*eur à succès, le patron du Fitzgerald, un restaurant du boulevard de la Tour-Maubourg, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement, qui propose un menu déjeuner à 35 euros et qui compte comme fidèles le président LR Eric Ciotti ou l'ancien ministre de l'intérieur et député européen LR Brice Hortefeux, dit ne plus s'y laisser prendre. Il vérifie scrupuleusement les documents que ses recrues lui présentent. « *Les mecs commencent souvent comme plongeurs ou commis, mais on ne peut pas les garder* », se justifie-t-il.

Le projet de loi immigration ? Il n'en a pas entendu parler. Depuis la pandémie de Covid-19, l'établissement s'est mis à proposer des repas à emporter et a acquis, selon lui, une « *super notoriété* » sur les plates-formes de livraison. « *On n'est pas nombreux sur le créneau haut de gamme, ça cartonne* », lance fièrement Guillaume Benard. Une seule chose le gêne, lui qui semble soucieux de l'image de marque de son établissement, c'est quand ses clients croisent en salle les livreurs à deux-roues qui ne savent pas parler français et qui viennent chercher les commandes avec leur sac à dos Stuart ou Deliveroo. « *Pour la clientèle, ce n'est pas terrible* », remarque-t-il. Sans compter qu'une grande partie d'entre eux sont sans papiers.

## Sur les questions migratoires, une opinion de moins en moins crispée

*Si les sondages font état d'une demande de régulation, ils montrent que les Français sont de plus en plus « tolérants » et davantage préoccupés par le pouvoir d'achat ou le climat.*

Par Julia Pascual

*« Il y a trop d'immigrés en France. »* Ainsi pourrait se résumer l'opinion majoritaire qui imprègne la société, si l'on se fie aux sondages qui testent cette idée, à l'image de la dixième vague de l'étude « [Fractures françaises](#) », réalisée fin 2022 par Ipsos-Sopra Steria pour *Le Monde*, la Fondation Jean Jaurès et le Cevipof et selon laquelle 66 % des Français se retrouvent dans l'affirmation selon laquelle il y a trop d'étrangers.

*« Ce constat est largement partagé dans l'opinion publique depuis au moins vingt ans »,* abonde Jérôme Fourquet, directeur du département opinion de l'IFOP. Mais cette disposition doit être nuancée. Aussi nombreux soient-ils à le penser, les Français ne font pas du sujet une priorité. A la question « *Quels sont les trois enjeux qui vous préoccupent le plus à titre personnel ?* » et parmi onze choix, 18 % des Français choisissent l'immigration, derrière le pouvoir d'achat (54 %), la protection de l'environnement (34 %), l'avenir du système social (26 %) et la délinquance (18 %).

*« Il y a un décalage entre un discours qui consiste à dire qu'il y a un phénomène de saturation et l'opinion qui est plutôt en train de se détendre »,* appuie Emmanuel Rivière, directeur des études internationales et du conseil politique de Kantar Public.

Certains analystes vont plus loin. Sociologue à Sciences Po Bordeaux, Vincent Tiberj juge que « *l'argument de l'opinion publique fait partie de la rhétorique d'acteurs qui ont intérêt à ce que l'on parle de leur sujet plutôt que, par exemple, des inégalités sociales* ». En réalité, soutient-il, « *l'opinion des Français dépend de la question qu'on leur pose* ». « *Les attitudes vis-à-vis de l'immigration sont malléables et dépendent du cadrage qui en est fait*, appuie Tristan Guerra, politiste à Sciences Po Grenoble. *Et les anti-immigration peuvent être enclins à des compromis sur ce sujet si on leur tient un discours différent.* »

### « Un clivage social »

Selon le baromètre d'avril 2022 de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), qui est conduit tous les ans depuis 1990 en face-à-face auprès de plus d'un millier de sondés, 72 % des Français pensent que la présence d'immigrés est une source d'enrichissement culturel, et 81 % estiment que les travailleurs immigrés doivent être considérés comme chez eux en France car ils contribuent à l'économie française. « *Cette position globalement positive sur les immigrés n'empêche pas le maintien de certaines positions critiques, 52 % des Français estimant que de nombreux immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale et 35 % que l'immigration est la principale cause de l'insécurité* », souligne la CNCDH.

*« Selon que l'on veut dire des Français qu'ils sont racistes ou pas, on sait quelle question leur poser, rebondit M. Tiberj, qui travaille à l'élaboration de ce baromètre. Ce qui est certain, c'est que sur le temps long, la tolérance progresse, sous l'effet notamment du renouvellement générationnel et de l'augmentation du niveau d'éducation. Mais il y a face à cela des effets de contexte, qui tiennent notamment à la façon dont on parle de l'immigration. Or, depuis plusieurs mois, on entend de moins en moins de discours qui n'activent pas des craintes vis-à-vis de l'immigration. »*

En première position dans le programme électoral du Rassemblement national (RN), fer de lance du parti Les Républicains (LR) dans sa volonté de démarcation vis-à-vis du pouvoir macroniste, l'immigration est devenue un marqueur important des identités politiques.

*« A une époque, les gens votaient selon des critères socio-économiques, retrace Vincent Tiberj. Depuis, la gauche a accepté l'économie de marché, et la droite l'Etat social, alors on se distingue sur du culturel. »* Le politiste Tristan Guerra partage ce constat selon lequel « *les attitudes vis-à-vis de l'immigration sont de plus en plus liées au positionnement politique* ». Des sondages étayent ce clivage structurant : interrogés par exemple par l'IFOP-Fiducial le jour du second tour de l'élection présidentielle en 2022, 26 % de ceux qui ont apporté leur suffrage à Emmanuel Macron disent que la lutte contre l'immigration clandestine a été un enjeu déterminant dans leur vote (parmi dix thèmes proposés), contre 75 % des électeurs de Marine Le Pen. « *Il y a deux France, une très polarisée sur cette question-là, et une autre qui relativise fortement tous ces sujets,*

analyse Jérôme Fourquet. *C'est un clivage social. 32 % des cadres et professions intellectuelles supérieures disent que c'est un enjeu déterminant, contre 60 % des ouvriers.* »

### **Préjugés erronés**

Reste à comprendre ce qui fonde les idées qui connotent négativement l'immigration. « *On mélange énormément de choses, avance Emmanuel Rivière. L'association entre immigrés et chômage qui avait cours dans les années 1980 est tombée en désuétude. De même que les années 1990 ont fortement associé l'immigration et l'insécurité. Aujourd'hui, on est sur l'idée que l'immigration pèse sur les comptes sociaux et il y a aussi une interrogation sur l'identité, le vivre-ensemble.* » « *Il n'y a pas de consensus sur ce qui est déterminant mais il semblerait que la peur du fondamentalisme religieux alimente le rejet des immigrés* », précise à son tour Tristan Guerra. Selon une enquête BVA-Fondation Jean Jaurès – « *L'immigration, ce grand tabou (de la gauche)* », publiée en mars –, l'immigration est d'abord associée à l'insécurité, la violence et l'islamisme, parmi une liste de douze thèmes, devant l'intégration ou les conditions d'accueil.

Or, un certain nombre d'idées sont le fruit de préjugés erronés. L'étude Eurobaromètre de 2021 montre qu'en France (et dans la plupart des pays d'Europe), l'évolution sur dix ans du taux d'emploi et du niveau d'études des immigrés extracommunautaires ainsi que celle des résultats scolaires de leurs enfants sont perçues de manière moins positive que la réalité.

De même, un sondage d'Occurrence réalisé pour le Musée national de l'histoire de l'immigration en mai, et rendu public le 13 juin, a testé un échantillon de mille Français sur six questions de connaissance sur l'immigration et un seul a su répondre correctement à toutes les questions. Les personnes interrogées surestiment notamment la part d'immigrés dans la population, la part des hommes parmi eux, des ressortissants de pays extra-européens et des non-diplômés. « *Plus la connaissance est faible, voire erronée, et plus les opinions sont en défaveur de l'immigration* », souligne la publication.